

Manifeste pour une vraie démocratie mondiale

Ou

De la démocratie usurpée

Yves Marineau

Version 1,3

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
1- L'économique	5
1,1- L'environnement	6
1,2- La santé	8
1,3- Les subventions	11
1,4- Les impôts	13
2- Le culturel	16
3- Le politique	27
Conclusion	24

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation, sans autorisation, réservés pour tous les pays.

©Éditions Qualitas, 2005
2146 Montgomery, Montréal, H2K 2R8.

Introduction.

Qui dit mondialisation des marchés, dit mondialisation des problèmes.

À des problèmes mondiaux, il faut une solution mondiale.

Les problématiques politiques, économiques, environnementales et la protection de la culture sont maintenant les mêmes partout sur la planète.

Les États sont maintenant en concurrence financière directe (avec les subventions, par exemple, ou encore les bas taux de taxation des entreprises, les normes anti-pollution, etc.) et doivent aller à l'encontre de leurs désirs afin d'éviter la fuite des capitaux. Alors qu'ils devraient avoir des objectifs communs afin de favoriser une saine concurrence respectant financièrement tous les citoyens, leurs cultures et l'environnement.

Le dogme économique est maintenant la nouvelle église de l'idéologie du monde moderne. L'échelle des valeurs s'est maintenant inversée au point de mettre l'économie au devant des valeurs aussi fondamentales que le respect de la vie.

Les « démocraties » de représentations, trop largement financées par les multinationales, ont favorisé à l'excès ce renversement des valeurs.

Pourtant, la grande majorité des citoyens du monde sont partisans d'une démocratie directe¹ internationale. Tous les citoyens du monde sont partisans d'une vraie démocratie mondiale.

N'est-ce pas là, le meilleur moyen de définir les balises à l'intérieur desquelles l'économie doit se développer?

¹ Une démocratie directe signifie, une démocratie où les lois sont décidées par tous les citoyens. Par opposition à une démocratie de représentation, où les lois sont votées par des représentants élus, défendant malheureusement, trop souvent des intérêts particuliers - afin de pouvoir financer leur réélection - au détriment des intérêts communs.

1- L'économie

Le champ de l'économie a tranquillement pris le dessus sur le culturel et le politique depuis la Révolution française.

Tout lui est subordonné depuis l'établissement de la « démocratie » de représentation.

Démocratie

La « démocratie » moderne, la « démocratie » de représentation, a usurpée à la Grèce antique le terme de « démocratie ». À l'origine, dans la vraie démocratie, la démocratie de la Grèce antique, ou la démocratie « idéale », ce sont tous les citoyens qui avaient le droit de prendre parti sur toutes les décisions et de voter les lois.

Bourgeoisie

La bourgeoisie, ne pouvant pas gérer, à la fois ses affaires et celle de l'État, a remplacée la monarchie par une représentation de pantins élus. Les « chefs », ou prétendument leurs partis, sont largement favorisés financièrement par la bourgeoisie. Et aujourd'hui des pays sont dirigés par des partis financés par les multinationales ou la haute bourgeoisie, la « corporocratie ».

Multinationales

Il n'est donc pas surprenant que des gouvernements soient soumis aux directives des multinationales. Certains gouvernements n'ont pas d'autres choix que de répondre aux attentes des multinationales pour pouvoir être réélus. De nos jours, le succès politique passe d'abord et avant tout par la *visibilité*, donc par la publicité, donc par le financement des partis. Dans certains pays, la visibilité apportée par la publicité suffit à elle seule à polariser l'attention sur 1 ou 2 partis financés par les multinationales et ainsi à faire sombrer dans l'oubli les tiers partis.

Les programmes des tiers partis, comme les intérêts des particuliers, passent donc en second derrière les intérêts des représentants qui veulent être réélus, et de leurs sources de financement, soit les multinationales.

Donc, toute mesure économique, environnementale, politique et culturelle, qui ferait l'unanimité chez tous les citoyens, ne peut être mise en œuvre. Parce que, jusqu'à maintenant, aucune autorité ne pouvait imposer des normes internationales.

D'où la nécessité d'un pouvoir mondial pour encadrer les balises du développement économique.

Par Qui? Mais **qui doit définir ces normes internationales?** L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)? L'Organisation des Nations Unis (ONU)?

Une démocratie de représentation? Ou bien une Vraie Démocratie Mondiale soit, une démocratie directe?

- **1,1- L'environnement**

L'environnement est le grand perdant du pouvoir de l'économique. Comme les états sont en compétition entre eux, plutôt qu'en cohésion entre eux, aucun État ne veut réglementer de façon trop sévère ni les organisations, ni les particuliers dans leurs pratiques journalières.

Comme il y a urgence, et que l'autorégulation des émissions polluantes est un échec à court terme, seul la coercition peut être efficace mais, tout État qui serait trop sévère face à la compétition des autres États se tirerait dans le pied économiquement. Toute lutte contre la pollution, qui hausserait les coûts de production, rendrait non compétitive toute entreprise qui se trouverait dans le pays restreignant le plus la pollution.

Les États risquent donc, soit de nuire à leur propre économie, soit de boycotter les produits en provenance d'États pollueurs au risque d'être eux-mêmes victimes de représailles économiques. Ou alors, les États doivent s'entendre sur le respect de normes environnementales internationales communes et les appliquer.

Malheureusement, les États, dont les partis sont financés par les multinationales, semblent moins déterminés que les citoyens à aller de l'avant.

Pourtant, est-ce qu'un polluant, ou un niveau de pollution, interdit dans un pays est moins polluant dans un autre? Y est-il moins nocif?

Face à un grave problème de pollution mondial, qui s'amplifie de façon exponentielle, a-t-on d'autres solutions qu'une solution mondiale ?

- **1,2- La santé**

Non seulement les frais des soins de santé explosent dans les pays industrialisés à cause du vieillissement de la population. Mais, en plus, près de 20 millions de personnes meurent à chaque année prématurément à cause de la pollution selon l'Organisation Mondiale de la Santé. Ce qui signifie que des dizaines de millions de nouvelles personnes sont touchées par des maladies, telles les maladies respiratoires, à chaque année. Avec les coûts sociaux qui s'en suivent (frais médicaux, pertes de productivité, pertes de revenus de taxation pour les divers paliers de gouvernements, etc.) Et ces frais croîtront, de façon exponentielle, si le taux de pollution croît selon les prédictions.

Ce qui signifie que, en polluant nous participons tous collectivement au plus grand génocide de toute l'histoire de l'humanité.

Jamais, dans l'histoire de l'humanité, autant de personnes ne sont mortes « assassinées », à chaque année, à cause de certains individus. Si nous tuons 20 millions de personnes par an cela signifie que nous « exécutons » collectivement, au cours d'une vie moyenne de 80 ans, 1,6 milliard d'individus!

Autrement dit chaque individu, dans les principaux pays industrialisés, est un assassin responsable, à différents niveaux, de la mort d'une personne au cours de sa vie.

Au niveau actuel de pollution, nous allons tous être responsables de la mort d'une personne. Et si le taux de pollution continu d'augmenter de façon exponentielle le nombre de mort pourrait décupler.

Ce qui signifierait que nous pourrions être responsables de la mort de 4 personnes, chacun, au cours des 40 prochaines années. Inutile de dire que quelques-unes de ces personnes pourraient être des proches, puisque la pollution est plus élevée dans les pays industrialisés et que l'une de ses personnes pourrait être... *vous-même!*

Comme il y a urgence, et que l'on ne peut pas attendre 50 ans pour changer les habitudes des gens les plus conservateurs², ne doit-on pas imposer des Taxes sur les Produits et Services Nocifs (TPSN)? Afin de réduire la pollution à un niveau plus qu'acceptable et, du même coup, verser les revenus de la TPSN pour financer les soins de santé requis à cause de la pollution?

N'est-ce pas normal, que les pollueurs paient pour leurs dommages? On ne peut quand même pas demander à ceux qui font un effort pour réduire leurs émissions polluantes (piétons, cyclistes, etc.), de payer pour les frais médicaux causés par des entreprises et des particuliers « assassins-pollueurs »? N'est-ce pas ces insoucients, manipulés par la publicité automobile par exemple, qui s'« auto-suicident » dans leur bagnole de « Gino-en-auto » qui doivent payer les frais médicaux des gens qu'ils blessent et rendent malade? Ou encore, de demander aux citoyens du Tiers-Monde de payer pour les dégâts écologiques fait par des entreprises qui s'établissent à l'étranger, pour non seulement profiter de main-d'œuvre à bon marché, mais en plus, de normes environnementales plus laxistes.

² Seule une minorité de personnes ont réduit leur consommation d'énergie d'une façon significative au cours des dernières années. Les gens les plus progressifs réagissent rapidement mais les éléments les plus conservateurs ne changent pas leurs habitudes avant que la majorité de la population ne l'ait fait, ce qui peut prendre de 25 à 50 ans.

Mais, encore une fois, aucun État ne peut se permettre de prendre des mesures qui les rendraient non compétitifs et qui ferait déménager les entreprises dans des pays où les normes seraient encore plus permissives. Cela ne ferait que déménager le problème sans le régler.

Seul un pouvoir international permettrait d'établir des normes qui ne défavoriseraient plus aucun État au détriment d'un autre et qui garantirait l'uniformisation de normes environnementales sur toute la planète.

Même la plupart des entreprises sont prêtes à moins polluer, à condition que leurs concurrents internationaux, fassent de même.

Et soyons prospectif. Que penserons nos descendants, dans 50 ans, quand ils diront que nous tuions pour nous déplacer et acheter notre luxe au moindre coût? ... Que nous ne sommes pas sortis de la caverne il y a très longtemps?³

1,3- Les subventions. OMC et subventions?

L'OMC ne peut s'autoréguler. Prenons seulement l'exemple des subventions, toutes les multinationales n'envisageraient jamais les abolir alors que tous les citoyens et gouvernements s'opposent à de telles pratiques.

Toutes les multinationales n'envisageraient jamais les abolir. Puisque, même pour couvrir des frais de recherches et de développements, les subventions sont autant d'économies sur des frais qui auraient nécessité un endettement, avec tous les frais qui s'en suivent, tels les intérêts. Les subventions évitent donc des frais qui permettent de transformer les premières productions en bénéfiques. Et, une partie des subventions, peuvent même se transformer en bénéfiques, si les coûts de recherches sont moindres que prévu, ou... illégalement gonflés!

Si les entreprises payaient leur quote-part des taxes et des impôts, les entreprises pourraient, peut-être, exiger un juste retour de ce qu'ils paient. Mais, dans le contexte actuel, ce sont les particuliers qui paient le plus d'impôts et, qui voient ces milliards de dollars versés en « cadeaux » aux multinationales.

Alors, que dans une vraie démocratie directe internationale, tous les citoyens et gouvernements s'opposeraient à de telles pratiques, et les subventions seraient interdites. À la limite, les États pourraient investir

³ Sur notre mode de pensée encore bien plus primitif que nous ne le pensons voir mon article intitulé : « [L'ORIGINE DES RELIGIONS... ARABES ou POURQUOI LES ARABES SONT TRÈS CONSERVATEURS? À CAUSE DE L'INVENTION DE... L'ÉCRITURE!](http://yvesmarineau.com/blog/?p=135) » sur mon blog : <http://yvesmarineau.com/blog/?p=135>

dans des entreprises, à condition de toucher leur part des dividendes, au même titre que tous les actionnaires et, avec la possibilité de revendre les actions émises. De façon, à pouvoir récupérer l'argent investi, en revendant les actions au prix du marché.

Mais, tant qu'il n'y aura pas de pouvoir international, il y aura une dictature des multinationales internationales, qui perpétuera le « vol » de subventions auprès des citoyens.

Tiers-Monde

Et les Pays qui en souffrent le plus, sont les Pays du Tiers-monde, qui normalement devraient être les plus favorisés sur le plan du développement économique, du fait de leurs bas salaires. Mais, qui sont pénalisés parce qu'ils manquent de ressources. Les États pauvres, ne peuvent verser des subventions. Il en découle un cercle vicieux, qui limite leur développement, parce que, en plus, les marchés de proximité ont un taux de chômage trop élevé pour créer un marché régional intéressant.

1,4- **Les impôts.** OMC et Impôts

Même chose pour ce qui est de la taxation des revenus. Il n'y a aucune raison, pour que les mieux nantis profitent d'un taux d'imposition plus bas que la classe moyenne. Dans une vraie démocratie directe internationale, tous les citoyens et gouvernements s'opposeraient à de telles pratiques et, les taux d'imposition aux plus riches seraient égaux, ou supérieurs, à celui de la classe moyenne.

Mais, les multinationales, profitent en ce moment de l'absence de normalisation internationale et, de la compétition qui en découle entre les États qui cherchent à attirer les capitaux dans leur Pays.

Même dans le cas des États où le financement des partis par les entreprises est interdit, les gouvernements sont soumis à une concurrence internationale, qui ne donne aucune latitude à leurs politiques économiques. Tous les citoyens, et tous les gouvernements, voudraient abolir les subventions aux entreprises, et établir un taux d'imposition des corporations au moins équivalent à celui des particuliers. Mais, aucun gouvernement ne peut le faire, si tous les autres gouvernements ne le font pas. Si, par exemple, un État augmentait le taux d'imposition des corporations de façon significative, ou s'il augmente ses normes anti-pollution, ou encore, s'il augmentait les taxes sur les polluants, tels que le pétrole et le charbon, ou encore s'il abolissait les subventions, ce serait économiquement suicidaire pour tout gouvernement. Parce que les *entreprises déménageraient dans l'État le plus favorable à leurs intérêts économiques.*

Alors, que la fin des subventions, et l'imposition des multinationales permettraient aux États de retirer les impôts auxquels ils devraient normalement avoir droit. Et surtout, rendrait la compétition plus saine, avec les petites et moyennes entreprises (PME) qui, elles, en « arrachent » face aux multinationales puisqu'elles doivent payer des impôts au taux des particuliers. Ce qui rend les PME beaucoup moins compétitives, rentables, et les empêchent de croître au même rythme que les multinationales. Ce qui les mène, trop souvent, à la faillite, aux bas salaires, à l'appauvrissement régional, etc. Ce qui a pour effet que, les marchandises sont exportées d'un bout à l'autre du monde, par des multinationales qui polluent plusieurs fois mortellement, au lieu d'être produites régionalement, ce qui éviterait de sur-polluer.

Et, d'après vous, qui est favorisé par l'imposition des petites et moyennes entreprises au taux des particuliers? Les multinationales! Celles-là mêmes qui financent les partis, qui en retour favorisent la dictature des grandes industries et des grands propriétaires.

1,5 De la démocratie dans les entreprises.

À quand de la démocratie dans les entreprises? Quand est-ce que les actionnaires voteront les décisions administratives majeures, incluant les salaires des dirigeants? À quand plus de démocratie? N'y aurait-il pas plus de droiture de cette façon? Dans l'intérêt des actionnaires, et des citoyens? Plutôt que de voir tout se faire, tout d'abord, dans l'intérêt des dirigeants d'entreprises et des actionnaires majoritaires?

N'est-ce pas là, encore une preuve que, nous ne sommes pas en démocratie mais bien, dans une dictature bourgeoise. Où, les mieux nantis, s'approprient tous les pouvoirs, politiques et économiques, autant aux gouvernements qu'au sein même des entreprises qu'ils partagent avec de petits actionnaires qui se voient verser de maigres dividendes au profit des hauts dirigeants.

Les petits actionnaires ne servent en fait qu'à obtenir plus de capitaux, permettant de plus grands profits, qui serviront d'abord et avant tout à « donner » de plus grands salaires, bonus, primes de départ et nouvelles actions aux dirigeants.

2- Le culturel.

La culture régionale est menacée par l'économique. La dictature des multinationales en étant la cause première, alors que l'économique devrait être soumis aux normes culturelles de chaque État-régional-culturel.

Si les normes économiques étaient décidées par tous les citoyens, plutôt que par les multinationales, les multinationales paieraient des impôts, elles se développeraient moins rapidement que les PME (petites et moyennes entreprises) qui, elles, se développent localement et en respectant les cultures régionales.

Tous sont d'accord, c'est le culturel qui doit régir les balises de l'économique, pas le contraire.

Mais le rouleau compresseur et uniformisateur des multinationales voudrait, ici aussi, imposer son dictat.

3- Le politique

Le politique devrait régir le culturel et l'économique. Mais, en ce moment, les pouvoirs sont inversés. C'est le pouvoir économique, les

multinationales, sinon les riches, qui décident des lois économiques, culturelles et des politiques nationales.

Alors que, dans une vraie démocratie, tous les citoyens donneraient la primauté du droit politique et culturel gagnante sur le pouvoir du droit économique. Puisque l'économie est supposée être un outil d'échange, existant depuis des temps immémoriaux, qui remonte à l'économie familiale. Sauf qu'auparavant, les échanges de biens et services étaient égalitaire. Et les échanges ne servaient pas à l'enrichissement d'une personne au détriment d'une autre, et encore moins au détriment de toute la collectivité. Alors qu'aujourd'hui, l'économie est devenue un outil de pouvoir et d'asservissement.

Mais attention, une vraie démocratie ne serait pas nécessairement anticapitaliste, pas inévitablement contre l'économie de marché.

Si quelqu'un veut perdre sa vie à s'enrichir... ça le regarde. En autant que cela ne nuise pas aux autres et ne mène pas à la pauvreté de certaines personnes démunies. Le principal problème du capitalisme ce n'est pas nécessairement le capitalisme en soit. Le principal problème du capitalisme c'est quand les capitalistes, les corporatistes, décident eux-mêmes les règles du jeu de l'économie capitaliste. Où tous les exclus, plus de 99% de la population, sont évincés du processus démocratique d'édiction des règles du « jeu ».

La Grèce antique était très prospère mais, l'écart entre les riches et les pauvres était beaucoup moins grand qu'aujourd'hui parce que la démocratie était l'affaire de tous.⁴

Et les problèmes au niveau politique, ne sont-ils pas les mêmes? (Corruption, favoritisme, retour d'ascenseur, etc.)

Que les gouvernements fassent les lois auxquelles les citoyens doivent se soumettre ne pose pas nécessairement problème. En autant que les citoyens acceptent démocratiquement, lors d'un référendum, de remettre leur pouvoir de faire les lois aux dirigeants.

Mais qui doit décider des normes auxquelles le gouvernement doit se soumettre?

Les gouvernements eux-mêmes? Ou bien tous les citoyens?

En ce moment, n'est-ce pas les corporatocratie qui décident?

Alors, sur le plan politique, sommes-nous en démocratie? Ou en dictature des corporatocraties?

⁴ Mis à part les femmes et les esclaves. Bien sûr, aujourd'hui il n'est pas question de revenir à c'est vieille coutumes oubliées, et d'inclure les femmes dans le processus démocratique. Mais aussi, de mettre fin à l'esclavage des travailleurs et petits propriétaires en leur accordant une vraie voix démocratique.

Une vraie démocratie, viendrait déterminer les limites à l'intérieur desquelles peut se développer le capitalisme. Et l'une des premières valeurs serait celle voulant que la vie doive primer sur le profit.

La vie avant le profit. Le développement économique doit se faire dans le respect du droit à l'air pur avant le profit, le respect de l'environnement, de l'eau saine, etc.

Soit, tout le contraire de la « soi-disant démocratie actuelle », qui permet de produire au moindre coût, plutôt que de la façon la plus propre, et respectueuse de notre environnement, qui soit possible.

Vrai démocratie, ou « dictature démocratique »?

Sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifierait une dictature, et 10 une vraie démocratie, une démocratie directe, nous pouvons dire que nous vivons (en occident) dans une « dictature démocratique ».

Une dictature où l'on peut choisir son dictateur pour quelques années. Soit, le niveau 1 de la démocratie. Autrement dit, une note de 1 sur 10, ce qui signifie un échec de la démocratie.

Il en résulte justement ce que nous voyons dans nos sociétés, dite « démocratiques », soit, un désintérêt ou plutôt un désenchantement de la sphère du politique sous sa forme actuelle soit, la « démocratie » de représentation. Tous les citoyens veulent plus de démocratie. Et non pas d'une dictature prétendument « démocratique » qui à un seul avantage sur une dictature, soit le pouvoir de changer de dictateur s'il est trop « méchant ».

Quoiqu'il en soit, une dictature « démocratique » reste une dictature où l'intérêt de certains particuliers passe en premier lieu. Puisque les partis politiques comptent sur les mieux nantis, pour leur fournir les fonds qui serviront à leur visibilité médiatique, qui mènera à leur réélection, et l'intérêt de tous passe ensuite.

De la démocratie améliorée. La démocratie pourrait être améliorée de l'une ou de plusieurs des façons suivantes :

- 3,1 Des élections proportionnelles.
- 3,2 L'interdiction des dons des entreprises, organisations, syndicats, et même des particuliers. Puisque ce sont toujours les plus riches qui financent les partis avec les contributions maximales permises par la loi. Il n'y a pas beaucoup d'assistés sociaux, d'étudiants, de

sans emploi ou de bas salariés qui arrivent à donner une contribution maximale! Contrairement aux mieux nantis.

- 3,3 Verser un financement égal aux partis ou encore mieux, égal à tous les candidats.
- 3,4 Une visibilité égale pour tous dans les médias.
- 3,5 L'interdiction des partis. Non pas pour l'établissement d'un parti unique, au contraire, pour que tous les élus puissent voter librement sur toutes les questions et qu'ils ne puissent former un parti, une alliance, que sur un projet de loi à la fois. Sinon, à quoi sert-il d'élire des représentants s'ils votent tous comme une seule personne? ... comme le chef de parti le décide? Si nous élisons plusieurs représentants, c'est pour s'assurer qu'ils votent de bonnes lois, et que tous puissent faire preuve de jugements critiques, pour présenter des amendements qui bonifieront les lois. Non pas pour suivre la ligne de parti, qui s'apparente, dans les faits, trop au parti unique des dictatures. Mieux vaut 100 élus, à l'esprit critique, qui modifient les propositions de lois pour le mieux, que d'avoir un seul parti d'opposition.
- 3,6 Interdire la publicité, et faire parvenir à tous les citoyens, un résumé du programme de tous les candidats dans chaque comté. Pour que les citoyens votent à partir des programmes des candidats, des idées, en un mot du contenu et non pas du contenant, de la visibilité, de la publicité et d'affiches sur les poteaux! Que l'on fasse enfin appel à l'intelligence humaine pour voter et que l'on ne prenne plus les électeurs pour des cons.
- 3,7 Avoir au minimum des référendums (en même temps que les élections, par mesure d'économies) sur les grandes décisions.
- 3,8 Avoir au moins des référendums pour déterminer un droit normatif auquel doivent se plier tous les dirigeants.
- 3,9 Ou encore des référendums sur toutes les décisions législatives et administratives par Internet. Puisque ce média est maintenant disponible et sécuritaire.

Une vraie démocratie. Ce qui serait bien plus simple et efficace serait de faire, ce que tous les citoyens désirent, soit une vraie démocratie. Où tous pourraient participer aux décisions législatives et administratives et élire le pouvoir exécutif.

Tous les débats se feraient dans la population. Les grandes questions feraient évoluer la population bien plus vite que lorsqu'elles sont soumises et débattues en chambre parlementaire seulement.

Tous les citoyens sont de plus en plus préoccupés par la politique et de plus en plus non-partisans. De plus en plus déçus de la démocratie de représentation et de plus en plus prêts pour une vraie démocratie, une démocratie directe. Et même si seulement 100 000 personnes étaient prêtes à voter sur une question, sur une population de plusieurs millions ou milliards d'individus, le vote ne pourrait être que plus représentatif que celui de 100 élus, qui votent en fonction d'intérêts particuliers ou dans le but d'être réélus. **100 000, 1 million ou 1 milliard de personnes ne peuvent voter que dans l'intérêt de tous les citoyens, et rendent presque impossible toute forme de parti pris ou de corruption législative.**

Certains opposeraient le fait que les citoyens sont moins progressifs que les élus, d'autres pourraient opposer que les choses évoluent bien plus vite quand le débat se fait dans la population. Et qu'il vaut mieux une société qui évolue dans les faits, dans la vie de tous les jours, dans ses pratiques et ses attitudes, que seulement dans ses lois.

La réalité change de plus en plus rapidement, et aucun gouvernement élu ne pourra jamais suivre la réalité, la « Vernunft »⁵, et la population ne pourra suivre que si le débat descend dans la population.

Usurpation de la démocratie.

En attendant, tant que l'on n'aura pas demandé à tous les citoyens, s'ils préfèrent vivre dans une démocratie directe ou de représentation, toute constitution qui n'aura pas été approuvée en ce sens constituera une usurpation de la démocratie.

Parce que tous les citoyens du monde sont souverains du type de démocratie dans laquelle ils veulent vivre.

⁵ En allemand « Vernunft » signifie réalité et vérité parce que bien entendu il n'y a pas d'autre vérité que celle de la réalité.

- **Conclusion**

Les dangers encourus par les changements rapides, nécessitent des décisions rapides pour contrer les effets dévastateurs et irréversibles qui peuvent se produire. Les effets de la pollution d'aujourd'hui sur l'effet de serre ne font que commencer à se manifester et seront de plus en plus néfaste au cours des prochaines années. Nous devons donc agir immédiatement.

Nous ne pouvons plus vivre dans une « société du précipice ». Nous ne pouvons plus courir vers le vide, et nous arrêter à la dernière fraction de seconde, lorsque nous avons un pied au-dessus du précipice. Parce que le précipice vient maintenant vers nous beaucoup plus vite que nous nous allons vers lui. Ce qui signifie que sur le plan environnemental, nous devrions reculer dès maintenant plutôt que d'aller plus vite vers l'avant. Comme seulement les individus les plus progressifs changent leurs habitudes rapidement. Il faudra agir avec coercition, rapidement, pour que tous se soumettent aux nouvelles réalités, qui changent trop vite pour attendre que les gens changent leurs habitudes désuètes et qui sont, et seront de plus en plus, désastreuses pour tous.

Comme les problèmes sont maintenant mondiaux, il faut maintenant se faire à l'idée que seule une vraie démocratie mondiale peut permettre de mettre en place des normes à l'aide d'un nouveau droit international.

Doit-on attendre que les gouvernements mettent en place un pouvoir normatif international, ou bien, tous les citoyens ne doivent-ils pas s'investir du pouvoir qui leur revient de droit?

Parce que, si nous attendons après les gouvernements pour remettre leur pouvoir législatif entre les mains de tous les citoyens nous risquons d'attendre... longtemps!

Participez dès maintenant, en grand nombre, à toutes les questions du référendum international sur le site www.referenduminternational.org

Faites entendre votre voix au sujet des différentes questions majeures du 21e siècle et des siècles à venir.

Les gouvernements qui se prétendent démocratiques, et même les autres, ne pourront que se soumettre aux décisions prises par tous les citoyens. Sinon nous saurons quels sont les gouvernements qui ne sont en fait que de fausses démocraties servant des intérêts particuliers, des dictatures « démocratiques ».

Voici un aperçu des questions auxquelles vous pouvez voter : Questions et résultats préliminaires au 12 août 2005:

-Qui doit décider des normes internationales?

Tous les citoyens? **87%** Un gouvernement élu? 13 % Je ne sais pas? 0 %

-Êtes-vous pour la création du Gouvernement mondial avec pouvoir de légiférer des normes internationales? Oui? **83%** Non? 17% Je ne sais pas? 0 %

-Préférez-vous vivre dans une démocratie Directe? **100%**. De représentation? 0% Je ne sais pas? 0 %

-Est-ce que tous les gouvernements doivent se soumettre à la cour pénale internationale? Oui? **100 %** Non? 0 % Je ne sais pas? 0 %

-Est-ce que toutes les armées du monde doivent être sous l'égide des casques bleus?

Oui? **67 %** Non? 0% Je ne sais pas? 33 %

-Est-ce que le référendum international par Internet doit être permanent et est-ce que les citoyens peuvent changer tous leurs votes en tout temps?

Oui? **100 %** Non? 0 % Je ne sais pas? 0 %

-Toutes formes de subventions aux entreprises sont interdites dans toutes Nations? Oui? **100 %** Non? 0 % Je ne sais pas? 0 %

-Toutes les sortes d'armes et de munitions ne peuvent être vendues qu'aux casques bleus et aux corps de police? Oui? **100 %** Non? 0 % Je ne sais pas? 0 %

-La liberté d'une personne s'arrête là ou la liberté d'une autre personne commence? Oui? **100 %** Non? 0 % Je ne sais pas? 0 %

Et dans une vraie démocratie vous pouvez soumettre des projets de normes internationales, voter et... changer d'idées en tout temps 24h sur 24.

Instructions

1- Lire le manifeste.

2- Indiquez par courriel si vous désirez être signataire de ce manifeste?

À : [Courriel](#)

-prenez soin d'indiquer vos noms, pays et occupations.

3- Tous les commentaires, modifications et suggestions, seront les bienvenus.

Une contribution financière ou bénévole au développement du site www.referenduminternational.org serait très appréciée.

[Don](#)

Bénévoles : [Courriel](#)

Merci

Yves Marineau
Fondateur
Comité International pour une Vraie Démocratie Mondiale

N.B. Si vous voulez faire la traduction, ou la correction, vers votre langue maternel veuillez nous contacter.

Doit-on attendre que les gouvernements mettent en place un pouvoir normatif international, ou bien, tous les citoyens ne doivent-ils pas s'investir du pouvoir qui leur revient de droit?

Parce que si nous attendons après les gouvernements pour remettre leur pouvoir législatif entre les mains de tous les citoyens, nous risquons d'attendre... longtemps!

Votez en ligne à:

www.referenduminternational.org

La politique est une chose trop importante pour être laissée entre les mains des politiciens.

Il est grand temps que tou(te)s les citoyen(ne)s s'impliquent :

- 1- Envoyez cette page à tous : <http://www.referenduminternational.org>
- 2- Diffusez la version eBook du manifeste : <http://edition.qualitaspro.net>
- 3- Joignez le groupe Facebook : <http://on.fb.me/ejrzFG> et Twitter:
<http://bit.ly/gTUbpm> @MVDemocratieM
- 4- Invitez tous vos amis sur Facebook.
- 5- Suivez-moi sur Twitter : <http://bit.ly/i1U5xy> @YvesMarineau
et sur Facebook: <http://on.fb.me/h1hyna>
- 6- Devenez bénévoles : <http://bit.ly/hT1ZOc>
- 7- Faites un don : <http://bit.ly/gDyflB>
- 8- Contactez-nous pour offrir vos services de traduction :
<http://edition.qualitaspro.net/Contact.php>
- 9- Sauver mon blogue : www.yvesmarineau.com

Mouvement pour une vraie démocratie mondiale